

# COMMENT OPÉRATIONNALISER LA RÉSILIENCE ? QUELQUES ENSEIGNEMENTS D'UN OBSERVATOIRE DES CRISES ET DES RÉSILIENCES EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Benoît LALLAU (Sciences Po Lille et Clersé)

Lise ARCHAMBAUD (Clersé)



VULNÉRABILITÉ  
& RÉSILIENCE

13-15 NOVEMBRE 2019

Communication au Colloque « Vulnérabilité et Résilience dans  
le renouvellement des approches du développement et de  
l'environnement » (vr2019), Université de Versailles Saint  
Quentin-en-Yvelines (UVSQ)

[vr2019.sciencesconf.org](http://vr2019.sciencesconf.org)

[www.cemotev.uvsq.fr](http://www.cemotev.uvsq.fr) / [cemotev@uvsq.fr](mailto:cemotev@uvsq.fr)

Thématique 6 : Modèles, concepts et mesures

## COMMENT OPÉRATIONNALISER LA RÉSILIENCE ? QUELQUES ENSEIGNEMENTS D'UN OBSERVATOIRE DES CRISES ET DES RÉSILIENCES EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Benoît Lallau  
Sciences Po Lille et Clersé ([benoit.lallau@sciencespo-lille.eu](mailto:benoit.lallau@sciencespo-lille.eu))

Lise Archambaud  
Clersé ([archambaud\\_lise@yahoo.fr](mailto:archambaud_lise@yahoo.fr))

### Résumé

L'Observatoire des crises et des résiliences a été déployé dans les campagnes de la République Centrafricaine depuis 2016. Il a une double finalité : d'une part contribuer à l'opérationnalisation de la notion de résilience très mobilisée par les acteurs humanitaires durant cette décennie, mais souvent mal définie et évaluée ; d'autre part contribuer à une meilleure compréhension de leurs contextes d'intervention par ces mêmes acteurs humanitaires, allant au-delà des évaluations standardisées. Le cadre d'analyse mobilisé adopte une vision systémique, articulant les échelles du ménage et du village. Ce cadre d'analyse a été mobilisé lors d'une première vague de déploiement de huit sites d'observatoires entre 2016 et 2018. Avant un nouveau déploiement à venir, sur la période 2019-2022, quelques premiers enseignements peuvent être tirés, entre apports indéniables d'une telle démarche, notamment en termes de compréhension des contextes et des effets des interventions humanitaires, mais aussi limites inhérentes à un déploiement dans des campagnes encore très insécurisées. Se pose alors la question des conditions du maintien d'une recherche en sciences sociales dans des zones en crise prolongée.

Mots-clés : Résilience, observatoire, paysannerie, République Centrafricaine, conflit

## Introduction

La notion de résilience a fait son apparition en République Centrafricaine à la suite de la crise sécuritaire et humanitaire qui affecte le pays depuis la fin de l'année 2012. Dans ce pays comme ailleurs, la résilience bouscule les habitudes humanitaires, en ce sens qu'elle nécessite une compréhension fine des systèmes locaux sur lesquels on prétend intervenir (Lallau, 2018). Les HEA, les EMMA, les CSI, les FCS, les HHS<sup>1</sup>, tous ces éléments standardisés de la boîte à outils humanitaire ne suffisent pas pour évaluer la résilience. Cette dernière conduit plutôt à réhabiliter les approches systémiques, et donc, en milieu rural, à refaire (ou faire) des diagnostics agraires. Elle implique aussi d'étudier les trajectoires des populations, les racines historiques de la crise et/ou de la vulnérabilité des populations à cette crise, et de s'inscrire dans les temporalités longues de l'adaptation de sociétés, ce qui se marie mal avec le court-termisme des financements humanitaires. Par ailleurs, puisque la principale ambition affichée des bailleurs est actuellement d'accroître la « performance » de l'action d'appui, il semble aussi possible d'ériger la résilience des populations en critère de cette « performance ». En ce sens, au-delà du slogan mobilisateur, cette notion pourrait constituer un bon - et très exigeant - vecteur d'évaluation des programmes mis en œuvre actuellement en RCA, et aiguiller les pratiques urgentistes et de relèvement (Laissus-Benoist, 2015).

Pour ce faire, il faut donc pouvoir évaluer la résilience. En phase avec l'appel à communications du présent colloque, notre texte entend contribuer à cette question de l'évaluation de la résilience. Une telle question a été à l'origine du dispositif d'*Observatoire des crises et des résiliences (OCR)* initié dans les campagnes centrafricaines en 2016. Ce dispositif est issu d'un projet de recherche mené par une équipe plurinationale et pluridisciplinaire, grâce à un financement de l'Agence Universitaire de la Francophonie, un appui de la Coopération française et un partenariat avec plusieurs ONG internationales (Lallau et Archambaud, 2018). Dans une première section, nous en présentons le cadre d'analyse. Dans une deuxième section, nous en détaillons les modalités de déploiement. Enfin, dans une troisième section, nous tentons de tirer quelques premiers enseignements de ce déploiement, en nous focalisant sur le cas de Nangoko, un village du Sud-Ouest centrafricain.

## I. Le cadre d'analyse

La résilience est une notion difficile à évaluer. Nous optons pour une approche systémique articulant l'analyse de deux échelles, celle du ménage et celle du village (ou du groupement pastoral).

### I.1. La résilience, une notion problématique

Il circule de nombreuses définitions de la résilience dans le monde de l'aide, qui insistent en général sur la capacité de rebondir à la suite d'un choc, mais aussi de s'y préparer, voire de l'éviter et de s'adapter durablement aux stress (Lallau, 2016). En 2014, le Groupe de travail technique sur la mesure de la résilience, regroupant plusieurs agences onusiennes et bailleurs multilatéraux, donne la définition suivante : « la résilience est la capacité qui garantit que des facteurs de stress et des chocs adverses n'aient pas de conséquences négatives durables sur le développement » (FSIN, 2014). Mais beaucoup de questions se posent : comment l'évaluer ? A quelle(s) échelle(s) ? Sur quelle(s) temporalité(s) ? Quels moyens implique-t-elle ? Notre

---

<sup>1</sup> Household Economy Analysis, Emergency Market Mapping, Coping Strategies Index, Food Consumption Score, Household Hunger Scale.

hypothèse est que, en dépit des nombreuses critiques dont elle fait l'objet (Reghezza-Zitt *et al.*, 2012 ; Béné *et al.*, 2012), il est possible de donner du sens et de l'opérationnalité à cette notion. Cela nécessite d'apporter des réponses claires aux questions suivantes.

- La résilience, de quoi ? Il s'agit de déterminer précisément les variables d'état, dont il faut suivre l'évolution pour pouvoir évaluer s'il y a ou pas une trajectoire de résilience. Un reproche souvent fait aux approches de la résilience est de ne pas distinguer clairement ce qui caractérise la résilience (les variables expliquées) et ce qui la permet (les variables explicatives). Nous avons à poser des choix clairs pour éviter le risque de l'analyse circulaire (on est résilient parce qu'on est résilient).
- La résilience, par rapport à quoi ? Nous nous intéressons à ce que nous nommons adversité, l'ensemble des risques et chocs vécus par les ménages et les communautés, et pas seulement les chocs brutaux, de type catastrophique (pillage, etc.).
- La résilience, de qui ? C'est la question des échelles auxquelles la résilience doit être évaluée. La tendance, dans l'abondante littérature récente, est de prôner une évaluation à plusieurs échelles, depuis l'individu jusqu'à la nation. Par souci d'opérationnalité, nous optons pour une approche à deux échelles, qui font sens sur nos terrains, celle du finage villageois et celle du ménage. Le finage correspond aux limites du territoire villageois où un groupe de personnes est installé (habitat), et sur lequel il exerce un droit agraire, droit d'accès et droit d'usage. C'est donc le territoire perçu comme « leur » par les habitants. Quant au ménage, unité de référence des humanitaires, il constitue l'entité collective minimale structurant le quotidien des pratiques, induisant un vivre ensemble au moins durant une partie de l'année, persistant dans le temps, portant une majeure partie des pratiques de gestion des risques.
- La résilience, quand ? Pour avancer à la difficile question de la temporalité de la résilience, nous choisissons de penser les processus à l'œuvre en termes de trajectoire, permettant d'intégrer l'ensemble de l'adversité vécue, des réponses qui lui sont, en continu, apportées, des actions extérieures, des évolutions aux deux échelles des ménages et des villages.
- La résilience, comment ? Il s'agit d'expliquer l'état et l'évolution de ces variables d'état. Cela passe par l'analyse des pratiques individuelles et collectives, par l'analyse des ressources mobilisables par la communauté villageoise et par le ménage.

La nécessité d'analyser des processus et des trajectoires conduit à privilégier un dispositif d'observatoires. Un observatoire est usuellement défini comme une structure autonome et pérenne chargée d'observer l'évolution d'un phénomène, d'un système ou d'un espace et de collecter, d'analyser, de restituer (à un rythme rapide) des données et des connaissances à destination des acteurs de ce système ou de publics ciblés (Dubois et Droy, 2001). Il se présente comme un système léger de production de données, répété à échéances régulières, et conduisant à des résultats extrapolables, sous certaines conditions (niveau de représentativité des zones et ménages retenus, qualité des données recueillies).

## I.2. Une approche systémique

C'est dans le champ des systèmes socio-écologiques (SSE) que la question de la résilience a été particulièrement approfondie (Mathevet et Bousquet, 2015). La Resilience Alliance, promotrice de cette approche, propose la définition suivante : « Resilience is the capacity of a social-ecological system to absorb or withstand perturbations and other stressors such that the system remains within the same regime, essentially maintaining its structure and functions. It describes the degree to which the system is capable of self-organization, learning and adaptation » (Walker *et al.*, 2004). Cette approche nous donne quelques clés pour sortir d'une

vision trop peu opératoire de la résilience. Nous pouvons considérer nos deux échelles, le village et le ménage, comme des SSE. Quand, alors, peut-on dire qu'un « système village » ou qu'un « système ménage » adopte une trajectoire de résilience ? Nous proposons la réponse simple suivante : un système est résilient s'il parvient, suite à une ou plusieurs perturbations, à maintenir ou à rétablir ses fonctions essentielles. Cela n'induit pas nécessairement un retour au *statu quo ante*, il peut y avoir une transformation du système d'activités, un changement du mode de vie, une réorganisation des relations sociales, etc. Une telle approche nous permet de ne pas confondre les fonctions du système et ses ressources. Les premières sont les variables d'état, qui caractérisent les manifestations de l'éventuelle résilience, les secondes constituent les variables explicatives, c'est à dire les facteurs permettant de maintenir ces fonctions ou pas. Bien entendu, il nous faut définir ce que peuvent être ces fonctions essentielles, aux deux échelles retenues. Nous y revenons plus loin.

Les tenants de l'approche des systèmes socio-écologiques insistent sur les interactions complexes qui existent entre différents systèmes, à différentes échelles ; on parle alors de panarchie. De même, dans notre approche, nous avons à bien comprendre les interactions entre les deux échelles considérées, celle du ménage et celle du village. C'est là une vieille préoccupation des sciences sociales, que nous retrouvons ici : un village résilient fait-il des ménages résilients, et réciproquement ? La question des inégalités intra-communautaires doit en particulier être abordée : par exemple le choc a-t-il accru ces inégalités ? Faut-il déterminer des seuils au-delà duquel on peut parler d'une communauté résiliente, en dépit de trajectoires défavorables pour certains des ménages de cette communauté ?

Enfin, la compréhension des fonctions à l'échelle du ménage repose sur l'approche des *sustainable livelihoods*, ou moyens d'existence durables (Chambers et Conway, 1991). Il s'agit d'observer la trajectoire des ménages, et d'appréhender les pratiques qu'ils mettent en place pour se protéger des risques et chocs. La mobilisation du cadre des *livelihoods* présente trois avantages : il s'agit, tout d'abord, d'un cadre assez souple qu'il est possible d'adapter à différents contextes ; ensuite dans sa version initiale, celle adoptée ici, elle intègre non seulement les actifs, les systèmes d'activités mis en œuvre, mais aussi les capacités détenues (permettant en particulier d'inclure des éléments de nature socio-anthropologique) ; enfin, il s'agit d'un cadre qui n'est pas étranger aux acteurs humanitaires, et facilite donc les échanges et la vulgarisation sur le travail mené. Nous adoptons donc la démarche analytique suivante, à développer aux deux échelles du finage villageois et du ménage.

1. Comment fonctionne actuellement le système ? Nous proposons une caractérisation du système, au temps t.
2. Comment a-t-il fonctionné par le passé ? Nous devons comprendre la trajectoire historique du système.
3. Qu'est-ce qui explique ce fonctionnement aujourd'hui ? Il s'agit de mettre en évidence les implications de l'histoire et de l'environnement actuel sur l'état présent du système.
4. Comment ce fonctionnement a-t-il été affecté par les perturbations passées ? Nous entrons plus particulièrement dans une approche résilience.
5. Face à ces perturbations, comment le système a restauré, ou pas, ses fonctions essentielles ? Nous abordons ici la dimension rétrospective de la résilience : comment a-t-on « fait face » par le passé ?
6. Semble-t-il à même de pouvoir faire face à une prochaine perturbation ? Nous envisageons la dimension prospective de la résilience, ce qui peut s'avérer plus complexe à établir, mais qui est aussi essentiel si l'on veut pouvoir orienter une future action d'appui.

7. Et donc, peut-on, pour le système considéré, parler d'un processus de résilience ? Il s'agit alors de confronter l'évolution des fonctions du système aux chocs subis par le passé et aux menaces pesant sur son avenir.
8. Enfin, comment cette trajectoire peut-elle être reliée à celle de l'autre système étudié dans cette démarche d'observatoire ? Nous abordons alors la complexe question des interactions entre échelles, ici le village (ou campement pastoral) et le ménage.

### I.3. L'approche du finage villageois

Le point d'entrée de notre démarche est la définition des fonctions permettant de caractériser l'état d'un système, le finage villageois ici. C'est ici que le lien peut être fait avec les approches en termes de soutenabilité : d'une part avec les trois dimensions usuellement retenues de cette soutenabilité, les dimensions environnementale, économique, et sociale ; d'autre part avec la perspective dynamique et systémique de ces approches.

Nous définissons en premier lieu une **fonction productive**. Un village est résilient sur le plan environnemental si les agroécosystèmes maintiennent ou retrouvent leurs potentialités productives en dépit des chocs. Il est important de se pencher sur cette question car une très large majorité de la population vit de l'agriculture, la chasse, la pêche, l'élevage, et donc de la mise en valeur des écosystèmes. Si donc cette fonction est affectée, il y aura une crise des moyens d'existence à l'échelle des ménages. En retour, c'est une fonction dont l'état dépend grandement des caractéristiques naturelles du milieu, mais dont l'évolution est aussi très largement, voire essentiellement, influencée par les dynamiques humaines.

Nous proposons en deuxième lieu une **fonction d'intégration**. Un village « fonctionne » économiquement si les modalités de son intégration avec le reste du territoire (infrastructures, services étatiques, appui extérieur) sont favorables à la subsistance des ménages, s'il parvient à éviter une intégration défavorable. Nous faisons ici référence à la notion d'adverse incorporation, issue du cadre des *livelihoods* (Hickey et du Toit, 2007, 4).

Enfin, nous avançons une **fonction de régulation**, renvoyant au contexte social et institutionnel local. En particulier, il est nécessaire de se pencher sur la question de la cohésion sociale. Cette question est d'une grande importance dans le contexte centrafricain, marqué par les tensions entre agriculteurs et éleveurs, mais aussi par différentes discriminations ethniques et de nombreux conflits au sein même de communautés villageoises souvent postulées comme homogènes. L'autre élément majeur ici tient en la capacité des institutions locales à se maintenir ou à se rétablir suite à des perturbations. Nous devons donc nous intéresser à l'état des institutions villageoises et à leur fonctionnement effectif, notamment aux questions de *leadership* et à l'influence des groupes armés sur le fonctionnement local.

Au travers des fonctions, de leurs interactions, et de leurs facteurs explicatifs (les différentes ressources villageoises), c'est la question de la complexité du système village et de son évolution qui est analysé. (Nous cherchons notamment à vérifier l'hypothèse, courante dans l'approche des SSE, selon laquelle un système complexe serait plus résilient.) Ce qu'il est important de saisir, c'est comment les ressources sont mobilisées en fonction des opportunités accessibles à l'échelle du village, comment elles interagissent ou pas, comment elles peuvent, ou pas, permettre à la communauté villageoise de faire face aux risques et aux chocs. De même, il est essentiel de se pencher sur les dynamiques locales de l'action collective, et leur incidence sur la trajectoire du système villageois. L'observatoire doit donc se pencher, dans chaque site, sur les réalisations des collectifs et sur les processus locaux de structuration.

#### I.4. L'approche du ménage

Pour expliciter notre approche du ménage, quatre notions doivent ici être abordées, celles d'enjeu, de fonctionnement, de seuil et de trajectoire. Notre approche repose tout d'abord sur l'identification des enjeux locaux, à l'échelle du village. Ces enjeux sont définis comme les moyens d'une possible résilience, les leviers qui permettent aux habitants du village de « s'en sortir » - ou pas. Sur le plan analytique, cette détermination des enjeux locaux permet : 1/ de concrétiser la question des interactions entre les deux échelles, puisqu'elle permet de faire le lien entre les réalités villageoises et la situation de chaque ménage ; 2/ de comprendre les différences de trajectoires entre les ménages, et ainsi d'expliquer les dynamiques de différenciation, c'est là que la question des inégalités apparaît clairement ; 3/ de mettre l'accent sur les leviers possibles pour l'appui extérieur, avec l'hypothèse que les enjeux seraient ce sur quoi il faudrait prioritairement (et prudemment !) agir si l'on souhaite appuyer le relèvement des populations après un choc. Nous distinguons 6 types d'enjeux, décrits dans l'encadré 1.

#### Encadré 1 : les six enjeux villageois

Enjeu 1 : **Avoir accès à de l'assistance** pour assurer la survie à court terme. Cet enjeu concerne les ménages les plus en difficulté qui ne disposent plus d'activités rémunératrices, temporairement ou structurellement. Cette assistance peut être extérieure (aide humanitaire) ou fondée sur des liens familiaux, « communautaires », ou religieux (aumône).

Enjeu 2 : Initier et maintenir une **activité qui ne nécessite aucun capital initial**, et qui mobilise uniquement la force de travail disponible au sein du ménage. Il s'agit généralement d'activités à retour rapide, telles la collecte et la vente de fagots, la vente de travail journalier, la fabrication de charbon de bois, la confection de briques. Les ménages qui ne disposent que de ce type d'activités pour assurer leur subsistance sont des ménages en difficulté. Mais cela n'exclut pas que des ménages en meilleure situation ne les développent eux aussi, pour diversifier leur système d'activités.

Enjeu 3 : Avoir une production agricole (manioc, maïs, arachides, sorgho, selon les zones) permettant d'approcher ou d'**atteindre l'autosuffisance alimentaire**, et donc de consacrer ses ressources à d'autres finalités que l'alimentation (accès aux services de base, développement de son système d'activités). Cette capacité passe, en particulier, par une maîtrise de l'accès aux terres, lorsque celles-ci se raréfient.

Enjeu 4 : **Sécuriser la force de travail**. Une telle sécurisation peut se faire via des dynamiques collectives (associations d'échanges de travail), via l'épargne pour payer des temporaires, via les liens familiaux. Cette capacité constitue un enjeu essentiel dans ces agricultures manuelles, au sein desquelles le capital technique est quasiment inexistant.

Enjeu 5 : Savoir se constituer des **filets de sécurité** adaptés au contexte. Ces filets permettent de faire face aux aléas sans devoir hypothéquer l'avenir (par exemple par des cessions d'actifs productifs), au moins durant un certain temps (en fonction de l'ampleur et du nombre d'aléas affrontés). Ces filets peuvent prendre plusieurs formes : recours à la famille ou à des réseaux non familiaux, appartenance à une tontine ou à une institution de microfinance, constitution d'une épargne sur pied, etc.

Enjeu 6 : Être en **capacité d'investir à long terme**, d'initier des pratiques offensives de transformation de son système d'activités, de développer une activité qui procure une « rente ». Quelques exemples : se constituer un petit cheptel bovin, établir des vergers et des plantations, savoir conquérir de nouveaux débouchés. Cela reflète une capacité à élaborer et à mettre en œuvre des projets sur le long terme, à initier des dynamiques de capitalisation.

Les inégalités intra-villageoises peuvent être évaluées via les différences de fonctionnement des ménages. Nous posons qu'un ménage qui « fonctionne » en dépit des chocs est un ménage qui parvient à vivre correctement, au regard de standards locaux, à « compter » au sein de sa communauté, et à préserver son avenir. Nous définissons donc une fonction de **subsistance**, qui

rend compte de la façon le ménage assure ou restaure la subsistance de ses membres. De même, nous proposons d'évaluer une fonction d'**intégration sociale**, qui caractérise la façon dont le ménage parvient à ne pas être marginalisé, à s'intégrer socialement. Nous nous fondons de nouveau sur une hypothèse issue des approches de la résilience : on n'est pas résilient seul. Enfin, nous avançons une fonction de **préservation de l'avenir**. Un ménage résilient est un ménage qui ne « brade » pas son avenir pour assurer le présent, qui sauvegarde ou reconstitue des moyens d'existence lui permettant d'assurer sa subsistance et son intégration sociale pour demain (c'est à dire assurer l'avenir du ménage à moyen terme). L'évolution des fonctions peut être constatée soit en termes de résultats (l'état de la fonction est à un niveau différent avant et après le choc par exemple), soit en termes de moyens pour assurer cette fonction (le ménage peut, par choix ou par obligation, réorganiser la façon dont il fonctionne).

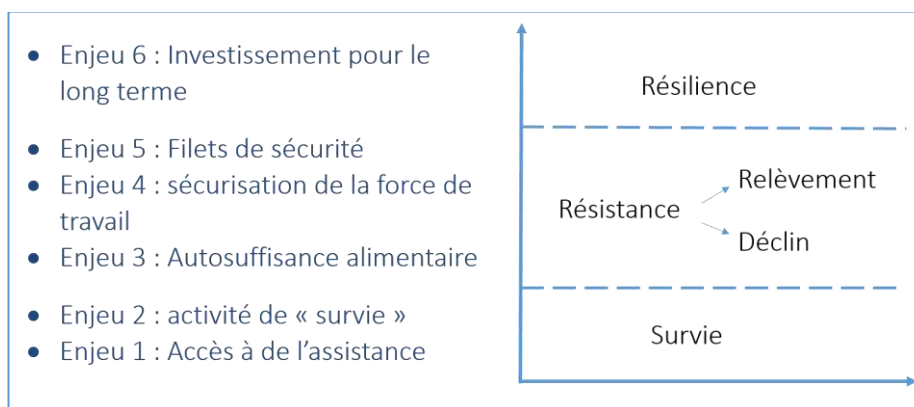
Notre analyse des trajectoires se fonde, en l'adaptant au cas centrafricain, sur la proposition de Droy et Lallau (2014), qui distinguent trois types de trajectoires : de résilience, de résistance, de déchéance.

1. Une trajectoire de **résilience** : les ménages qui atteignent des niveaux de fonctionnement satisfaisants, qui peuvent accumuler différents types de capitaux, savent anticiper la plupart des aléas.
2. Des trajectoires de résistance, correspondant à la majorité des ruraux centrafricains, faites d'une résistance à l'âpreté du quotidien, une réaction aux aléas pouvant induire des privations et des décapitalisations plus ou moins marquées. Nous distinguons deux cas : une trajectoire plutôt ascendante, dite de **relèvement**, caractérisée par une amélioration même ténue de la situation, par des pratiques réversibles en cas d'aléas ; et une trajectoire de **déclin**, marquée par une situation dégradée, un horizon de décision qui se raccourcit, des pratiques difficilement réversibles en cas de choc.
3. Une trajectoire de **survie** : on est proche de la précédente, avec des ménages qui subissent les aléas, et généralement on ajoute à la dégradation économique l'exclusion sociale, la marginalisation, le sentiment de n'avoir pas de prise sur son destin ; cela correspond au cas des « *destitute* » de la littérature *livelihoods* (Devereux, 2003).

Il s'agit en outre de lier enjeux et trajectoires, cela passe par la mobilisation de deux seuils, appelés ici seuil de survie et seuil de résilience (figure 2). Ces seuils correspondent bien à l'idée de marge de manœuvre, qui a beaucoup à voir avec la notion de résilience. Les ménages ne parvenant à se saisir que des enjeux 1 et 2 sont en situation de survie : ils doivent compter sur l'assistance extérieure (issue de leur « communauté » ou de l'appui des humanitaires, via en particulier la distribution de kits alimentaires). Les ménages parvenant à se saisir des enjeux 3, et/ou 4, et/ou 5 sont en situation de résistance. Enfin, les ménages pouvant initier des pratiques d'investissement à long terme correspondent à une situation de résilience, puisqu'ils se placent bien dans une dynamique d'amélioration autonome de leurs conditions et moyens d'existence. Cela permet de ne pas galvauder cette notion de résilience, en la réservant à des situations bien particulières, celles de ménages parvenant à se projeter, à réduire structurellement leur vulnérabilité, même si, de manière absolue, ils peuvent encore être considérés comme pauvres.

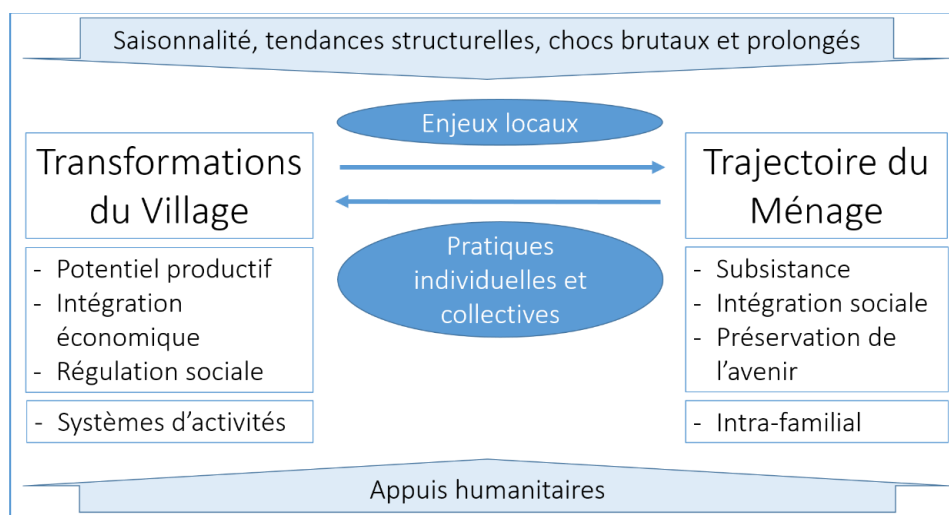


**Figure 1 : enjeux, seuils, et trajectoires**



Enfin, nous retrouvons la question de l'interaction entre échelles, avec la mise en évidence des implications locales des pratiques du ménage, soit individuellement, soit par agrégation. Ceci renvoie à un autre débat récurrent dans les approches résilience, celui de la « bonne » et de la « mauvaise » résilience, par exemple lorsque les pratiques des uns pourraient nuire à d'autres. Nous nous efforçons d'éviter, par notre approche enjeux-fonctions-trajectoires, le piège d'un propos trop normatif, voire injonctif (ce qu'il serait « bien » ou « mal » de faire), comme on le retrouve souvent dans les études humanitaires, notamment celles fondées sur la *Household Economy Analysis* (Boudreau *et al.*, 2008). L'ensemble de notre cadre conceptuel peut être résumé dans la figure ci-dessous.

**Figure 2 : Synthèse du cadre d'analyse**



## II. La mise en œuvre de l'observatoire

Dans cette deuxième section, nous présentons d'une part l'intérêt d'un dispositif d'observatoires, d'autre part son déploiement depuis 2016, et enfin la séquence méthodologique déployée sur chaque site.

## II.1. L'observatoire rural, une méthodologie adaptée à l'étude de la résilience

Qu'est-ce qu'un observatoire ? Il s'agit d'une structure autonome, pérenne, chargée d'observer l'évolution d'un phénomène, d'un système ou d'un espace et de collecter, d'analyser, de restituer (à un rythme rapide) des données et des connaissances, à destination des acteurs de ce système ou de publics ciblés. Les observatoires socio-économiques sont souvent pertinents pour l'analyse fine des inégalités (celles de genre en particulier) et des pratiques de gestion des risques. Citons en particulier le Réseau des observatoires ruraux à Madagascar (ROR), un système d'information original instauré en 1995 qui s'appuie principalement sur des enquêtes répétées annuellement auprès d'un échantillon de ménages, afin d'analyser l'impact des changements liés aux politiques économiques, aux variables socio-démographiques, ainsi que les conséquences des chocs climatiques, politiques ou sociaux sur les ménages ruraux (Droy *et al.*, 2001).

Un dispositif d'observatoire nous semble particulièrement adapté à l'évaluation de la résilience, pour plusieurs raisons. En premier lieu, dans le contexte centrafricain, face aux limites de la statistique publique, nous ne pouvons pas nous appuyer sur des données préexistantes mais sur une collecte *ad hoc*. En deuxième lieu, cette collecte doit se dérouler sur un temps suffisamment long pour que les adaptations deviennent non seulement observables mais évaluables, tout en ayant le meilleur ratio coûts-bénéfices possible, dans un contexte budgétaire évidemment très contraint. Nous ne pouvons donc avoir l'ambition du ROR de Madagascar, et nous devons ne retenir que quelques villages et campements représentatifs de la diversité centrafricaine, sur les plans agroclimatiques, socioéconomiques, politico-militaires. En troisième lieu, il nous faut un outil de production de données permettant de combiner les approches méthodologiques : entretiens individuels, enquêtes, réunions collectives, observations directes. Cela doit nous permettre d'aborder les dynamiques à l'œuvre aux deux échelles retenues et de rendre compte de la double nature de la résilience, à la fois processus (les stratégies mises en œuvre) et résultat (les implications à court et moyen terme, individuels et agrégés, de ces stratégies). Enfin, soulignons qu'un observatoire de la résilience rurale est tout à la fois un observatoire socio-économique et un observatoire du milieu naturel. Il articule des données individuelles (ménages, personnes) et sociales (collectifs locaux, intégrations), à des données rendant compte de la mise en valeur et/ou de la dégradation des milieux par l'activité humaine.

Cette démarche d'observatoire, en se focalisant sur le suivi dans le temps d'une thématique bien spécifiée, ici la résilience, est donc conçue comme une alternative à la fois aux lourdes et coûteuses monographies villageoises d'autrefois (menées en particulier dans le cadre des travaux de l'ORSTOM), et aux enquêtes ménages lourdes mais ponctuelles de type « Stratégie de réduction de la pauvreté » menées durant les années 2000 - certes assez peu en RCA. Elle constitue un complément utile aux études de type HEA, très prisées par les acteurs et bailleurs humanitaires. Et elle est en outre complémentaire des approches filières, elles aussi très développées durant les phases de relèvement post-conflit. Elles apportent un éclairage sur la dimension amont des filières étudiées : les conditions de production et de commercialisation à l'échelle villageoise, les dynamiques collectives associées à la filière étudiée, l'importance de cette dernière pour les moyens d'existence des ménages. Elle est enfin, et surtout, adaptée au contexte d'insécurité (choix d'une échelle systémique restreinte, pas d'immersion trop longue dans les villages).

## II.2. Le déploiement de l'observatoire

L'observatoire a été, en 2016 et 2017, déployé sur huit sites, en attendant huit nouveaux déploiements en 2019-2020 (carte 1). Le tableau 1 précise les principaux critères mobilisés pour

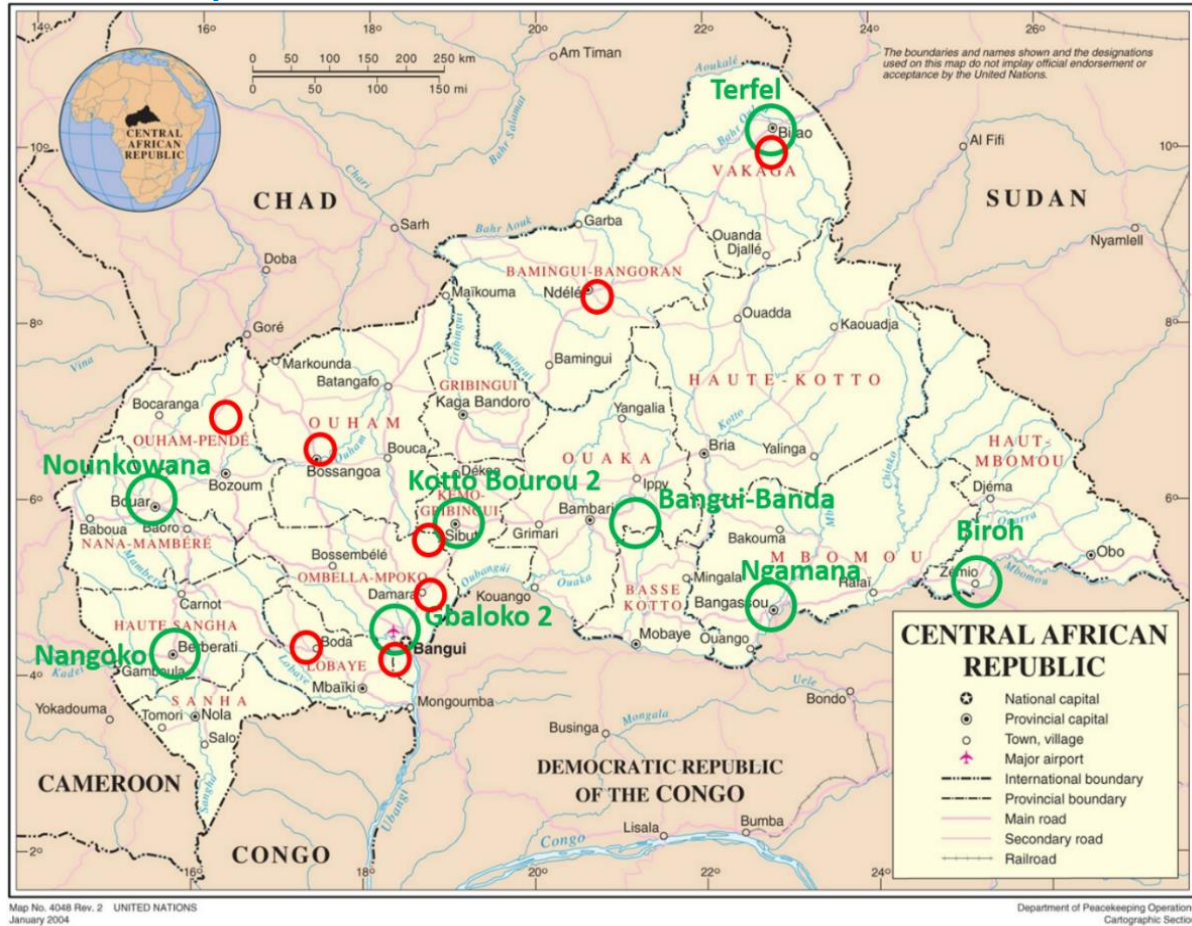
le choix des sites. Ces critères sont ensuite complétés par les conditions concrètes d'accessibilité des sites retenus a priori.

Sur chaque site, plusieurs étapes sont en principe menées. La première étape est la constitution de la *baseline*. Cette première étape est cruciale pour la réussite de l'observatoire. Il faut donc compter pas moins de sept jours au total de travail de terrain par site, permettant de mener le diagnostic villageois et les enquêtes ménages. La deuxième étape est un complément de la *baseline*. Il s'agit d'organiser, quelques mois plus tard, un nouveau travail de terrain, plus court que la *baseline*, pour tenir compte des effets de saisonnalité, vérifier/invalidier certaines hypothèses formulées à la suite du premier travail, et d'observer les premières évolutions et les premiers effets des activités d'appui. Les étapes suivantes sont des phases de suivi et d'actualisation. Ces suivis, plus légers que la *baseline* sont effectués selon une temporalité variable (en fonction notamment des projets qui sont mis en œuvre, et de la nécessité d'en évaluer les impacts).

**Tableau 1 : Quelques critères de sélection des sites**

Critères de sélection des sites	Moyens d'existence principaux	Historique de crise	Niveau d'enclavement	Historique de l'appui extérieur
Modalités possibles	Culture de rente Elevage (hors campements transhumants) Activités minières Agriculture (vivrière et vivrière marchande)	En crise depuis 2003 Zone touchée par la LRA Touché par la crise de 2013 Instabilités chroniques depuis 20 ans	Proximité de Bangui Enclavement saisonnier (saison des pluies) Enclavement important Proximité d'un axe (passage de camions)	Pas d'appui Appui suite une crise antérieure puis suite à la crise de 2013 Appui suite à la crise de 2013 seulement Appui suite à une crise antérieure seulement

## Carte 1 : Le dispositif d'observatoire des crises et des résiliences



*En vert : les sites initiés entre 2016 et 2018. En rouge : les sites prévus en 2019-2020*

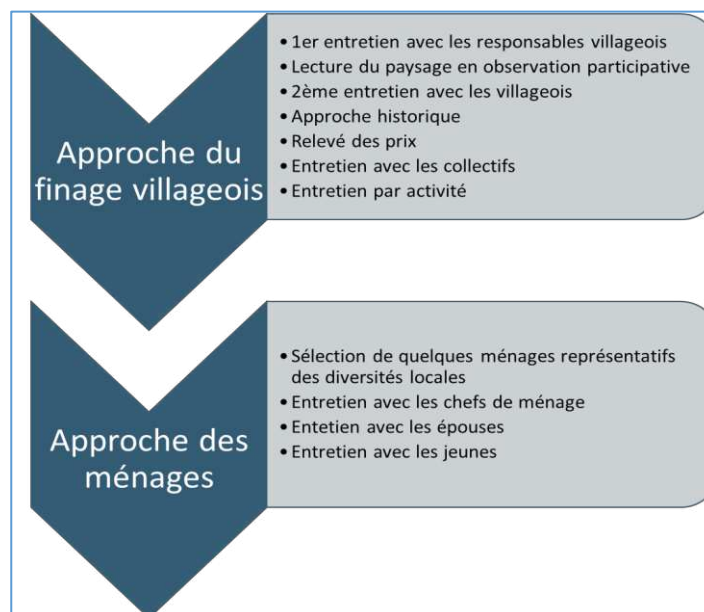
### II.3. La séquence méthodologique de la *baseline*

Sur un période de 7 jours de travail environ (adaptable selon aléas), nous proposons deux successions d'outils de production de données, les premiers (1 à 7) empruntant aux outils du diagnostic agricole, les seconds (8 à 11) à ceux des enquêtes ménages. Entre ces deux successions, le lien est fait, on l'a dit, par la détermination des enjeux locaux, pont entre le village et le ménage.

- Outil 1 : Premier entretien avec les responsables villageois. Il s'agit de caractériser les fonctions villageoises de subsistance et de régulation, d'identifier les dynamiques collectives existantes, spontanées et suscitées.
- Outil 2 : Lecture du paysage en observation participante. Elle permet : d'identifier les différents espaces villageois, comprendre l'agencement des différents compartiments agroécologiques ; de réaliser un transect et/ou une cartographie du finage villageois ; de comprendre les modalités d'exploitation des différents compartiments agroécologiques (itinéraires techniques) ; d'émettre des hypothèses sur la façon dont les caractéristiques du milieu peuvent influencer la situation des différents ménages.
- Outil 3 : Deuxième entretien avec les responsables villageois. Il a pour buts de caractériser la fonction productive et de vérifier les hypothèses émises lors de la lecture du paysage.

- Outil 4 : Approche historique (généralement en deux temps). Il s'agit de caractériser les différentes périodes historiques qui ont caractérisé le système village par leurs spécificités, en s'appuyant sur la situation actuelle pour faciliter la comparaison et le discours.
- Outil 5 : Relevé des prix. Il vise à vérifier les débouchés et les termes de l'échange (pouvoir d'achat) des ménages.
- Outil 6 : Entretien avec les collectifs. Il s'agit alors : d'identifier les principaux types de dynamiques collectives, spontanées comme suscitées par l'appui ; de comprendre leurs modalités de fonctionnement ; d'évaluer les opportunités fournies par ces organisations aux populations, en identifier les bénéficiaires et les exclus. Cela passe principalement par une discussion collective avec les membres de chaque organisation locale.
- Outil 7 : Entretien par activité. Il permet d'identifier les activités principales, leurs modalités de réalisation et le profil des personnes qui choisissent une modalité plutôt qu'une autre, mais aussi d'émettre des hypothèses sur les facteurs limitants.

**Figure 3 : Schéma récapitulatif des outils mobilisés**



- Outil 8 : Sélection de quelques (une quinzaine en moyenne) ménages représentatifs des diversités locales, sur le plan socioéconomique principalement (distinctions entre précaires, intermédiaires et aisés).
- Outil 9 : Entretien avec les chefs de ménage. Il s'agit de décrire le ménage, d'en caractériser les capacités, et de reconstituer sa trajectoire, afin premièrement de positionner le ménage par rapport aux enjeux locaux, et deuxièmement d'appréhender la dynamique dans lequel il s'inscrit.
- Outil 10 : Entretien avec les épouses. Pour comprendre le rôle spécifique de la femme dans le ménage, nous nous intéressons aux activités que celle-ci fait en propre, sur lesquelles elle a un pouvoir de décision, et dont elle perçoit des revenus. Nous interrogeons également les évolutions de son rôle au cours du temps et de sa capacité à saisir les opportunités, pour déterminer les effets qu'elle peut avoir sur la trajectoire du ménage : évolution de la répartition des activités, de la prise en charge des dépenses, de la constitution d'une épargne ou d'autres moyens de recours, etc.
- Outil 11 : Entretien avec les jeunes. De même nous souhaitons appréhender les situations spécifiques des jeunes, en questionnant leurs opportunités et leurs perspectives d'avenir,

mais aussi les modalités d'apprentissage et de prise d'indépendance (conditions, modalités de transmission du foncier, du cheptel pour les éleveurs, des savoir-faire). En situation de crise notamment, l'évolution de leur rôle au sein du ménage (migration permanente/saisonnaire, prise d'indépendance retardée/accélérée) permet d'appréhender, entre autres, les disponibilités de la force de travail à l'échelle du village.

### III. Apports et limites d'un observatoire

Le déploiement de sites d'observatoire depuis 2016 nous permet d'identifier les points forts mais aussi les limites de cette méthodologie. L'observatoire s'avère un outil utile et mobilisable tout au long du cycle de projet, pouvant servir tant à la prise de décision qu'à l'apprentissage. Toutefois, il reste confronté à deux écueils : celui de la construction d'un cadre comparatif, et celui de sa pérennité.

#### III.1. L'observatoire, un outil d'aide à la décision et d'apprentissage

Au-delà du travail de recherche, la conception de cette méthodologie et la mise en place de l'observatoire se veulent utiles pour les acteurs humanitaires, en fournissant un cadre de production d'information adapté au cycle du projet. Nous illustrons cela par des focus sur le cas du village de Nangoko, situé à proximité de Berbérati, au sud-ouest du pays. Il s'agit d'un site sur lequel la méthodologie d'observatoire a été déployée entre 2017 et 2019, dans le cadre d'un partenariat avec la Croix-Rouge française.

*La conception du projet* : La *baseline* constitue un apport documentaire évident pour les acteurs humanitaires qui souhaitent intervenir dans une zone donnée. En choisissant un village représentatif de la zone ciblée, l'observatoire produit un diagnostic à même d'éclairer la conception d'un projet. A partir des informations fournies, il est possible d'identifier le type de projet à mener (les leviers d'action pour renforcer la résilience), et d'identifier le type de bénéficiaires à toucher en priorité. Toutefois, la méthodologie ne concernant qu'un village donné et qu'un nombre limité de ménages, l'écriture complète du projet nécessite de déployer des outils complémentaires pour, d'une part délimiter la zone d'intervention, d'autre part dimensionner le projet en termes de nombre de bénéficiaires.

Deux démarches complémentaires ont ainsi été conçues. Délimiter la zone d'intervention revient à définir une zone où les enjeux locaux sont homogènes. Cela passe par la vérification de la validité des enjeux identifiés sur le site initial, en nous appuyant sur les fonctions villageoises. Pour cette étape, des outils cartographiques peuvent être mobilisés ainsi que des visites rapides des villages autour de 3 ou 4 questions-clés seulement.

#### Encadré 2 : Focus 1 sur Nangoko

Après les pillages de la fin de l'année 2017 dans le village de Nangoko, les enjeux locaux identifiés ont été les suivants :

- Enjeu 1 : Avoir accès à de l'assistance (de la part de la belle-famille ou de la part du chef du village).
- Enjeu 2 : Trouver une activité à revenus rapides (cueillette, pêche, chasse, confection de toit en feuillages tressés, travaux temporaires).
- Enjeu 3 : Accéder à de la force de travail (via une réorganisation des échanges en travail au sein de la famille ou via des échanges de services).
- Enjeu 4 : Accéder à des semences vivrières (maïs, arachide).
- Enjeu 5 : Sécuriser ses moyens d'existence et ses conditions de vie par le développement d'une activité non agricole (commerce, petit élevage).
- Enjeu 6 : Investir dans un moyen de transport (moto).

- Enjeu 7 : Investir dans une activité de rente (café, kola, avocats / pisciculture).

Pour délimiter la zone d'intervention d'un projet visant à réduire la vulnérabilité des ménages qui s'étaient réinstallés dans les villages après les pillages, il était possible de se concentrer sur l'enjeu 2 et sur l'enjeu 3, dans le but de favoriser une reprise des activités. Il fallait donc identifier les villages répondant aux critères suivants :

- Les villages où les habitants avaient fui mais où d'assez nombreux ménages étaient en train de se réinstaller.
- Les villages à plus de 15 km de Berbérati, où le foncier n'était pas mobilisé par les « urbains ».
- Les villages qui avaient été affectés par les fuites au moment de la récolte du maïs et de l'arachide.
- Les villages situés à plus de 30 km et à moins de 50 km des chantiers miniers (les chantiers sont devenus des lieux où l'insécurité demeure très forte).

Ainsi, pour délimiter la zone d'intervention, des outils cartographiques ainsi qu'un bref entretien avec les chefs de village ont été mobilisés.

Dimensionner le projet en termes de nombre de bénéficiaires revient à estimer le nombre de ménages correspondant à un enjeu local donné. Pour ce faire, un sondage auprès des ménages dans les villages de la zone d'intervention s'avère nécessaire. A ce stade, il y a deux possibilités : soit le sondage vise à ventiler tous les ménages au sein de la typologie réalisée sur le site initial, soit le sondage vise uniquement à identifier les ménages qui correspondent à l'enjeu retenu (auquel se propose de répondre le projet). Dans le premier cas, le sondage doit comporter une série de questions pour discriminer chaque ménage, tandis que dans le second, le sondage doit seulement permettre de dire si le ménage interrogé appartient à la catégorie d'intérêt ou non. La deuxième option, moins complète, est néanmoins plus rapide.

### Encadré 3 : Focus 2 sur Nangoko

Pour dimensionner ce projet, il fallait pouvoir dénombrer les ménages correspondant à l'enjeu 2 (des ménages qui avaient besoin d'accéder à la force de travail) ou à l'enjeu 3 (des ménages qui avaient besoin d'accéder aux semences vivrières). Un sondage rapide quantitatif (15 min) auprès des populations des villages entrant dans la zone d'intervention (voir ci-dessus) a permis d'établir ce nombre et d'identifier directement les futurs bénéficiaires.

Pour savoir si un ménage correspond à l'enjeu 2, les questions posées sont : Est-ce que lors de la campagne précédente (campagne « normale ») vous avez fait appel aux autres pour vous aider dans votre parcelle ? Si oui, était-ce des membres de votre famille ou était-ce d'autres personnes ? Avez-vous rémunéré ce travail ? En nature ou en argent ? Pour la campagne à venir, allez-vous procéder de la même façon ? Si non, pourquoi ? Pour savoir si un ménage correspond à l'enjeu 3, les questions posées sont : Lors de la campagne précédente (campagne « normale ») qu'est-ce que vous aviez planté sur votre parcelle principale ? Pour la campagne à venir, allez-vous planter la même chose ? Dans les mêmes proportions ? Si non, pourquoi ? Comment allez-vous faire pour trouver les semences manquantes (le cas échéant) ?

Si le projet veut prendre en compte les différences entre hommes et femmes et leurs rôles respectifs au sein du ménage, ces mêmes enquêtes sont à mener parallèlement auprès du chef de ménage et auprès de l'épouse (lorsque le chef de ménage est un homme).

*Le pilotage du projet* : L'Observatoire repose sur une démarche itérative de production d'informations. L'actualisation des informations systémiques (à l'échelle du village) permet d'appréhender les changements globaux qui s'opèrent, et peut s'avérer précieuse lors de la survenue d'une perturbation (telle que l'ouverture d'un chantier minier à proximité du village, l'attaque d'un groupe armé, un incident climatique, etc.). La fréquence pertinente pour le suivi

est déterminée d'une part par les événements qui surviennent dans le village, et d'autre part par les activités menées dans le cadre du projet. Un module *ad hoc* peut par ailleurs être ajouté à cette actualisation des informations pour contrôler certains indicateurs d'intérêt qui concernent directement le projet. A l'échelle des ménages, c'est sur le suivi des trajectoires qu'il est nécessaire de se concentrer, pour bien saisir les processus en jeu. C'est pourquoi la méthodologie prévoit des entretiens en panel. Le déploiement de la méthodologie initiale permettant d'identifier les leviers qui permettent aux ménages en résistance de se relever ainsi que les facteurs provoquant la dégradation de la situation de ces mêmes ménages, il est alors possible de concevoir un système d'alerte, dont l'analyse se fait après chaque actualisation des données. Le suivi renseigne alors les ménages auprès desquels il est important d'intervenir avant que leur situation ne soit irréversible.

#### Encadré 4 : Focus 3 sur Nangoko

L'année 2018 a été une période très mouvementée à Nangoko, puisque le village a été victime de plusieurs attaques et rumeurs d'attaques successives, entraînant les personnes à fuir à nouveau. Dans le même temps, d'autres villages plus au nord ont également subi des attaques, poussant des ménages sur les pistes à la recherche d'une zone d'accueil. Certains sont venus chercher refuge dans leur belle-famille, à Nangoko. La situation des nouveaux arrivants et les effets de cette arrivée sur la population d'accueil, tant à l'échelle du village qu'à celle des ménages, ont pu être renseignés via l'actualisation des données du site. Cela a permis d'intégrer une partie de ces nouveaux arrivants dans le projet.

Début 2019, des éleveurs sont venus se réinstaller sur le finage de Nangoko. Ceux-ci ont été ajoutés aux ménages suivis dans le cadre du panel. Ainsi, le projet avait les informations nécessaires pour introduire un aspect de prévention prenant en compte les deux types de population, agricoles et pastorales. Par exemple, il a été observé que les ménages n'ayant pas assez de semences pour emblaver au moins la moitié de leur parcelle s'endettaient (financièrement ou en travail), ce qui finissait par hypothéquer leur récolte. Limiter les spirales d'endettement était donc possible par l'identification de ces ménages. De la même façon, les résultats issus des sites pastoraux montrent qu'en-dessous d'un certain nombre de têtes de bétail, les éleveurs ne pourront que décapitaliser et ne pourront plus assurer la subsistance de leur famille. Protéger ces éleveurs atteignant ce seuil critique aurait pu leur permettre de rester dans le pastoralisme, et un appui à ce moment précis serait plus facilement envisageable que de reconstituer le cheptel entier d'un éleveur ayant perdu presque toutes ses bêtes.

*La mise en évidence des effets du projet :* La méthodologie permet de faire le bilan de l'intervention et d'en souligner les effets. Il s'agit alors de comparer la situation avant et après projet, à l'échelle du village d'une part, et à l'échelle des ménages d'autre part. En cela, la démarche vient compléter les outils de *monitoring* plus classiques.

A l'échelle du village, c'est le niveau des fonctions villageoises au moment de cette évaluation finale qu'il convient de comparer avec le niveau observé au début du projet. Le fait d'analyser les éléments systémiques et de les suivre dans le temps permet de vérifier les dynamiques qui se mettent en place, plus ou moins progressivement, et donc de prévoir (voire de prévenir) les dynamiques nuisibles, au-delà de la seule prise en compte des ménages qui reçoivent l'aide. En cela, notre méthodologie peut aussi être mobilisée dans le cas du déploiement d'une approche Ne Pas Nuire (*Do No Harm*) (Anderson, 2000).

A l'échelle des ménages, c'est au travers de l'analyse du positionnement par rapport aux enjeux locaux et de la trajectoire qu'il est possible de mettre en évidence les effets du projet. Ainsi, un ménage qui est parvenu à atteindre de nouveaux enjeux locaux est un ménage dont la situation s'est améliorée. Inversement, un ménage dont les caractéristiques et les pratiques montrent des enjeux locaux plus proches du seuil de survie est un ménage dont la situation s'est dégradée. Même dans le cas d'un aléa important apparu en cours de projet, l'analyse de la trajectoire des



ménages constitue une source d'informations essentielle sur les effets de l'intervention. Pour garantir une évaluation fiable et complète, il faut prêter attention, au moment du déploiement de la méthodologie initiale (étape 1), à avoir au sein du panel des ménages qui illustrent chaque catégorie de la typologie. Ce sont ainsi non seulement les effets sur les bénéficiaires directs qui sont mis en évidence (ce qui est indispensable pour le *reporting*) mais également ceux sur l'ensemble de la population. De ce fait, il est possible de vérifier les effets inattendus du projet, à l'échelle du système local.

### Encadré 5 : Focus 4 sur Nangoko

La méthodologie conduit à établir une typologie des ménages (résilience, relèvement, déclin, survie), à partir des enjeux locaux cités plus haut, et de leurs trajectoires. Parmi les ménages en résilience et en relèvement dans le village de Nangoko, certains bénéficient directement des activités mises en place par la CRF et notamment de l'AVEC (Association villageoise d'épargne et de crédit). La prise de crédit a souvent permis d'initier ou de renforcer une activité commerciale, laquelle a contribué à renforcer leur capacité à mobiliser de la force de travail et à compléter la quantité de semences disponibles (arachide et maïs). Si les activités de la CRF ne concernent pas directement les ménages en survie ou en déclin, l'AVEC a permis à certains ménages en meilleure situation d'en assister d'autres, en situation défavorable.

A Nangoko, nous observons l'accumulation des chocs sécuritaires depuis 2013, qui ont pour conséquences des perturbations dans le calendrier agricole, et finalement des difficultés à avoir des semences au moment du début de la campagne agricole suivante. Face à cela, des interventions humanitaires avaient procédé à la distribution de semences et d'outils. Les fuites de 2018 ont également eu ces mêmes conséquences : retard sur le calendrier agricole engendrant une baisse de récolte, et donc une insuffisance de semences pour la campagne 2019. Finalement, la résilience au choc sécuritaire n'a été que peu renforcée par les interventions humanitaires successives : lorsque les mêmes difficultés surviennent, nous n'observons pas de nouvelles pratiques pour se prémunir ou pour mieux faire face aux chocs par rapport à 2013. Peut-être y-aurait-il une piste intéressante d'appui dans le fait de déployer des mécanismes qui évitent aux habitants une décapitalisation trop importante, en permettant d'anticiper les fuites en brousse et leurs conséquences, et de faciliter la réinstallation au village par la suite ? Un plan de contingence à l'échelle du village pourrait ainsi permettre aux habitants de Nangoko de mettre à l'abri leurs liquidités, leurs principaux biens, leurs semences, cela afin de relancer plus facilement leurs activités une fois la menace passée, et donc de renforcer effectivement leur résilience aux chocs sécuritaires.

Ainsi, les résultats obtenus favorisent l'apprentissage autour du projet en mettant en évidence ce qui fonctionne bien, et ce qui peut être amélioré. Les données produites concentrent beaucoup d'informations, et permettent de préparer au mieux l'éventuel projet suivant.

### III.2. Les limites du dispositif

Pour pertinente qu'elle soit, notre démarche reste confrontée à deux difficultés majeures. La première est celle de l'élaboration d'un cadre comparatif entre les sites, la seconde concerne les conditions de pérennité de l'observatoire.

*Les écueils de la quantification* : Faire de l'Observatoire un outil d'aide à la décision conduit à élaborer un cadre permettant de comparer les sites entre eux. Pour faciliter cette comparaison, nous avons tenté de réaliser une quantification à l'échelle des fonctions villageoises. Celles-ci étaient jusque-là analysées au travers de différents éléments. Par exemple, l'analyse de la fonction productive passait entre autres par l'étude de l'évolution des surfaces exploitables à l'échelle du finage. Il a été proposé les 5 situations suivantes, dans lesquelles il était possible d'inscrire l'ensemble des cas de figure rencontrés, chacune des situations décrites étant assorties d'un score : 1= baisse de la surface exploitable sans baisse de la surface du finage ; 2= baisse

de la surface exploitable du fait de la baisse de la surface du finage ; 3= surface exploitable stable ; 4= augmentation de la surface exploitable car augmentation de la surface du finage ; 5= augmentation de la surface exploitable sans augmentation de la surface du finage.

Une fois le système de score établi, il était question d'agrèger les indicateurs pour chaque fonction, afin de parvenir à une mesure unique. Nous nous sommes alors retrouvés confrontés aux débats usuels en termes de substituabilité, de complémentarité, et d'irréversibilité. Nous n'avons à ce jour pas de réponse tranchée, nous ne voulons pas introduire d'a priori sur les interactions entre les indicateurs, nous avons donc opté pour un système d'agrégation simple. Ce sont les analyses croisées entre les différents sites qui permettront éventuellement d'apporter des éléments de réponse à cette interrogation sur les interactions entre indicateurs. Le cadre comparatif devait aussi permettre de suivre les évolutions globales dans le temps, à l'échelle du système villageois. Ce sont alors les fonctions villageoises qu'il convient d'agrèger, une agrégation qui se heurte aux mêmes problèmes.

Par ailleurs, la mise en place d'un *scoring* a d'emblée posé la question de la normativité de la posture. Cette question est particulièrement prégnante pour la fonction de régulation, avec le risque des jugements de valeurs et de l'injonction, sur ce qu'est un « village bien régulé ».

*Les conditions de mise en œuvre pérenne* : Au-delà des limites d'une possible quantification, le cadre d'analyse adopté semble être à même de contribuer à une opérationnalisation de la résilience, mais il y a au moins trois conditions majeures pour que cette approche soit viable. La première est que l'observatoire s'inscrive dans la durée, ce qui pose l'épineuse question de la pérennisation des financements. La deuxième est d'éviter l'écueil d'une trop grande complexité dans le système de production de données ; l'entrée résilience, en partant des risques et des chocs, permet de se garder de toute prétention d'exhaustivité, qui serait impossible à atteindre et maintenir dans la durée. La troisième, fondamentale dans le contexte centrafricain, est l'accès au terrain. La manière dont a été construit le projet, grâce à l'implication des ONG partenaires permet de lever cette contrainte d'accès. Le partenariat recherche-ONG, aujourd'hui et à l'avenir, est donc central dans le déploiement de la méthodologie envisagée, et dans sa pérennisation.

**Tableau 2 : modalités matérielles de mise en œuvre**

	Première vague (2016-2018)	Deuxième vague (2019-2022)
ONG internationales impliquées	Action Contre la Faim, Triangle GH, Acted, Croix Rouge Française,	Consortium 1 Consortium 2
Principales contributions financières	AUF, Coopération française	Fonds Békou
Organismes porteurs du projet	Porteur principal : Clersé, Porteur secondaire : LERSA	Porteur principal : LERSA Porteur secondaire : Clersé

L'accès au terrain, dans les campagnes centrafricaines est malaisé, du fait d'abord de l'enclavement de nombreuses régions. Cet enclavement se traduit par une inaccessibilité durant la saison des pluies (voire toute l'année), par un allongement des temps de trajets, et donc des coûts majorés pour les équipes de recherche. L'accès est aussi rendu compliqué par le contexte sécuritaire, qui demeure encore très incertain dans de nombreuses régions, au long de nombreux axes routiers. Cela introduit un biais dans la sélection des sites du projet, puisque cette dernière

va être très liée aux contraintes d'accès et aux impératifs sécuritaires. Cela empêche aussi l'actualisation des données sur certains des sites, suite à une dégradation des contextes sécuritaires. Nous avons donc tendance à sous-étudier les zones les plus enclavées, les plus insécurisées, les plus touchés par la crise politico-militaire. Ce biais ne peut être qu'assumé, car il ne peut pas, raisonnablement, être évité.

Bien entendu ces partenariats portent d'autres biais : nous ne pouvons accéder qu'aux zones où ces ONG ont développé des activités, où elles disposent d'une base, de facilités logistiques. Ce qui revient à négliger les autres, et de nouveau à délaissier les zones dans lesquelles il n'y pas eu ou très peu d'interventions humanitaires ces dernières années. Cela complique aussi l'analyse de la résilience, puisqu'il sera toujours délicat de faire la part de ce qui est/a été spontané et de ce qui a été suscité par l'intervention, dans les trajectoires suivies par les ménages et les communautés en suite aux perturbations.

Enfin, même si nous souhaitons proposer une méthodologie accessible, dont les acteurs humanitaires peuvent s'emparer, cette dernière nécessite toutefois la mobilisation de compétences spécifiques. La configuration idéale de l'équipe terrain nous semble être la suivante : deux personnes, dont au moins un(e) senior, si possible un(e) expatrié(e) et un(e) Centrafricain(e), un profil plutôt « sciences agronomiques » et un profil plutôt « sciences sociales ». Il peut être utile d'avoir un binôme mixte, la présence d'une enquêtrice pouvant faciliter le travail auprès des femmes, et l'enquêteur pouvant plus aisément dialoguer avec les chefs de ménage. Au-delà des financements, c'est aussi, et peut-être surtout la question de la disponibilité et de la compétence des ressources humaines requises qui se pose, pour envisager la pérennisation d'un tel dispositif.

## Conclusion

Le travail initié en 2016, conduisant à la création de cet Observatoire des crises et des résiliences, a donc une double utilité. D'une part, il permet de contribuer à l'opérationnalisation de la notion de résilience, trop souvent utilisée comme un mot-éponge par les acteurs de l'aide. D'autre part il constitue une recherche-action visant à appuyer les activités de ces acteurs, et au final à contribuer au « relèvement » des populations centrafricaines durement affectées par le conflit de cette décennie. Il se nourrit ainsi de réflexions éthiques sur l'utilité sociale que peut avoir la recherche en sciences sociales dans des contextes de crise prolongée, mais aussi sur les conditions de sa pérennisation dans de tels contextes.

## Bibliographie

ANDERSON M. (2000) *Options Pour l'Aide en situations de conflit, Leçons tirées d'expériences sur le terrain*, The Collaborative for Development Action.

ARCHAMBAUD L., LALLAU B. (2019) *Les paysanneries centrafricaines à l'épreuve du conflit*, *Cahiers Agricultures*, à paraître.

BÉNÉ C., GODFREY WOOD R., NEWSHAM A., DAVIES M. (2012) *Resilience: New Utopia or New Tyranny? Reflection about the Potentials and Limits of the Concept of Resilience in Relation to Vulnerability Reduction Programmes*, IDS Working Paper, Number 405, september, 61p.

BOUDREAU T. (ed.) (2008) *Practitioners' Guide to Household Economy Approach*, Regional Hunger and Vulnerability Programme, Save the Children & The Food Economy Group, February.

- CHAMBERS R., CONWAY G.R. (1991) *Sustainable rural livelihoods: practical concepts for the 21<sup>st</sup> century*, IDS Discussion Paper 296, December.
- DEVEREUX S. (2003) *Conceptualizing destitution*, IDS Working Paper 216, Institut of Development Studies, Brighton, UK.
- DROY I., LALLAU B. (2014) Qu'est-ce qu'un ménage résilient ? Concepts, méthodes, illustrations, in CHÂTAIGNIER J.L. (ed.) *Fragilités et résiliences : les nouvelles frontières de la mondialisation* Paris : Karthala, 2014, 149-170.
- DROY I., RATOVOARINONY R. et ROUBAUD F. (2001) Les observatoires ruraux à Madagascar. Une méthodologie originale pour le suivi des campagnes, *Stateco*, n° 95-96-97, 2001, 123-140.
- DUBOIS J-L., DROY I. (2001) *L'observatoire : un instrument pour le suivi de la pauvreté*, Document de travail n°59, CED, Université Bordeaux IV.
- DUFUMIER M., LALLAU B. (2015) Impossible développement agricole en République Centrafricaine ? *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 2015/4 (n° 272), octobre-décembre, 535-555.
- FSIN (2014) *Un cadre analytique commun de mesure de la résilience. Cadre de causalité et options méthodologiques*, Groupe de travail technique sur la mesure de la résilience, Food Security Information Network, Série technique n° 2, novembre.
- HICKEY S., DU TOIT A. (2007) *Adverse incorporation, social exclusion and chronic poverty*, CPRC Working Paper 81, June.
- LAISSUS-BENOIST P. (2015) *Les objectifs de l'action humanitaire : vers une généralisation des impératifs de performance ?* XXXI<sup>e</sup> Journées du Développement, ATM, Université de Rouen, mai.
- LALLAU B. (2016) A la recherche du paysan résilient. Éléments de réflexion sur une notion à la mode, *Les Cahiers d'Outre-Mer*, n°273-2016, 139-170.
- LALLAU B., ARCHAMBAUD L. (dir.) (2018) *Observer les crises et les résiliences en République Centrafricaine. Manuel à destination des évaluateurs humanitaires, Version 1*, Projet CPDA-RCA, Université de Lille, avril.
- MATHEVET R., BOUSQUET F. (2015) *Résilience et environnement. Penser les changements socio-écologiques*, Buchet-Chastel.
- REGHEZZA-ZITT M., RUFAT S., DJAMENT-TRAN G. *et al.* (2012) What Resilience Is Not: Uses and Abuses, *Cybergeo: European Journal of Geography*, article 621, octobre.
- WALKER, B.H., HOLLING, C.S., CARPENTER, S.R., KINZIG, A.P. (2004) Resilience, adaptability and transformability in social-ecological systems, *Ecology and Society*, 9(2).
- Les 3 rapports sur Nangoko (utilisés pour les encadrés d'illustrations)
- KALLA-DOMA L., KATANGA EL-DABENGUE A., TOADERA P., NAZE P. (2017) *Nangoko (Sous-préfecture de Berberati). Monographie*, Observatoire des crises et résiliences en République Centrafricaine, Août, Clersé Lille et Lersa Bangui.
- ARCHAMBAUD L., NAZE P. (2017) *Nangoko (Sous-préfecture de Berbérati). Deuxième passage*, Observatoire des crises et résiliences en République Centrafricaine, Décembre, Clersé Lille et Lersa Bangui.
- ARCHAMBAUD L., BONNET B. (2019) *Etude des pratiques et analyse des trajectoires de résilience des populations en Mambere-Kadéï. Suivi du site de Nangoko (Mambéré-Kadéï)*, Observatoire des Crises et des Résiliences, Avril, Clersé Lille et IRAM.